

LATOUCHE, Daniel et Diane POLIQUIN-BOURASSA, *Le Manuel de la parole. Manifeste québécois*. Montréal, Boréal Express, 1978-1979. Tome 2 : 1900-1959, 356 p. ; Tome 3 : 1960-1976, 289 p. \$14.95 ch.

Fernande Roy

Volume 34, numéro 4, mars 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303912ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303912ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Roy, F. (1981). Compte rendu de [LATOUCHE, Daniel et Diane POLIQUIN-BOURASSA, *Le Manuel de la parole. Manifeste québécois*. Montréal, Boréal Express, 1978-1979. Tome 2 : 1900-1959, 356 p. ; Tome 3 : 1960-1976, 289 p. \$14.95 ch.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 34(4), 639-642. <https://doi.org/10.7202/303912ar>

LATOUCHE, Daniel et Diane POLIQUIN-BOURASSA, *Le Manuel de la parole. Manifeste québécois*. Montréal, Boréal Express, 1978-1979. Tome 2: 1900-1959, 356 p.; Tome 3: 1960-1976, 289 p. \$14.95 ch.

Dans l'introduction au premier volume de cette série, les auteurs déclaraient: «Il s'est toujours trouvé des Québécois pour parler à d'autres Québécois». À la suite de cette constatation, ils proposaient six caractéristiques définissant le «manifeste». Tout d'abord, le manifeste est porteur d'un *message*, explicite et évident. C'est aussi un discours «en situation» qui cherche à prendre prise sur la *réalité*. Ce discours se distingue par l'intention d'*action*, la volonté de changement plutôt que par l'analyse. Quatrièmement, le manifeste possède une dimension *collective*; produit d'un groupe ou d'un individu parlant le plus souvent au nom d'un groupe, il s'adresse à des individus en tant que membres d'une communauté. Il se définit par sa *publication* et non par son écriture. Enfin, il comporte un certain degré de *violence* verbale. Munis de cette définition, les A. ont sélectionné cinquante documents couvrant la période 1900-1959 et quarante-six autres pour la période 1960-1976.

Le choix des textes était, sans nul doute, difficile à effectuer. Je ne crois d'ailleurs pas qu'il y ait lieu de contester la sélection dans son ensemble — le panorama se révèle riche et varié — mais on doit remarquer que le choix aurait pu être différent, les A. ne prétendant pas, du reste, à l'exhaustivité. Dans le volume deux qui couvre une longue période de soixante ans, on constate un certain arbitraire en particulier dû au fait que de nombreux documents sont le fruit d'un seul individu. Ainsi on nous présente un intéressant texte d'Olivar Asselin, en 1928, sur le développement économique; mais on aurait aussi bien pu choisir, entre autres, Joseph Versailles, L.-A. Taschereau, Victor Barbeau, Esdras

Minville ou encore Édouard Montpetit dont on a retenu un discours sur l'élite et la démocratie qui donne une assez faible idée de la pensée de cet auteur. De même, sur la première guerre mondiale, on nous offre un texte du Parti social-démocrate du Canada, un autre d'Olivar Asselin et... la motion Francoeur à la Chambre d'Assemblée du Québec en 1917. Pourquoi avoir omis Henri Bourassa? Ce dernier me semble d'ailleurs avoir été étrangement oublié dans ce recueil. Seul peut lui être relié le manifeste de la Ligue nationaliste canadienne en 1903 alors qu'on aurait au moins pu s'attendre à retrouver le célèbre discours à Notre-Dame en 1910. Bien sûr, les discours de Bourassa sont assez bien connus, mais le critère de l'inédit n'a pas été retenu par les A. Mentionnons ici une autre absence étonnante, celle de Lionel Groulx, même si l'on retrouve l'A.C.J.C. Enfin, puisque la période 1948-1952 semble curieusement vide, on aurait pu inclure, par exemple, la lettre des évêques québécois sur la question ouvrière en 1950.

Il est plus facile de repérer le critère qui a servi à la sélection des documents contenus dans le volume trois. Pour la période 1960-1976, les A. s'en sont tenus à des «valeurs sûres», celles qui, selon eux, «témoignent de l'évolution d'un Québec à la recherche de sa spécificité en Amérique du Nord et dans le monde contemporain» (3:9). L'intention est, je dirais, manifeste. On n'est donc pas surpris de retrouver une majorité de textes émanant d'à peu près tous les partis ou groupes politiques québécois. Bien que l'éventail soit très large, l'option Canada me semble sous-représentée. Ce recueil présente aussi plusieurs documents sur la langue, l'école, les femmes, les groupes minoritaires, la culture et la contre-culture, les questions du travail et du chômage, etc. Certains viennent des centrales syndicales, d'autres du Conseil du patronat ou de la Ligue des droits de l'homme. L'ensemble permet au lecteur de se replonger dans la plupart des débats québécois des deux dernières décennies.

Les textes rassemblés dans ce *Manuel de la parole* sont de longueur inégale, allant de quelques lignes à plus de vingt pages. Soulignons qu'ils ne sont pas tous reproduits *in extenso*, des points de suspension entre parenthèses indiquant simplement les interruptions. Cette pratique était sans doute inévitable car l'ensemble est déjà fort volumineux. Il faut donc espérer que les A. se soient intéressés aux mêmes extraits que l'éventuel lecteur.

Chaque discours est accompagné d'une présentation et de nombreux commentaires placés en marge du texte. Les présentations ont généralement pour but de situer le contexte et les auteurs du manifeste en question, de signaler des ouvrages traitant du même sujet, bref d'apporter des informations supplémentaires ou nécessaires à l'intelligence du texte. Ces présentations offrent aussi très souvent des interprétations; or, celles-ci sont parfois gratuites, tendancieuses, voire fausses. Présentant un manifeste en faveur d'un drapeau national pour les Canadiens français en

1904, les A. soutiennent que «la question du drapeau fut, sans contredite (sic), la question, sinon la plus importante, du moins la plus débattue au cours de la période 1903-1908» (2:53); et aucune source ne vient étayer cette affirmation pour le moins inattendue.

Commentant le programme politique de Lomer Gouin en 1919, les A. déclarent que c'est un «vaste programme de colonisation. C'est toute la mystique du retour à la terre et des vertus de l'agriculture qui se voit ici élevée au rang de politique officielle» (2:83). Le premier ministre, ajoutent-ils, «ne nie pas toute importance à l'industrie» mais ce qui frappe les A. c'est que Gouin laissera faire ce développement industriel par les anglophones... Or, en lisant ce discours, nous constatons que Gouin parle, bien sûr, d'agriculture mais, me semble-t-il, en termes de développement économique plutôt qu'en termes de mystique: «nous avons le devoir de faire de l'agriculture une industrie qui ait sa grande entrée dans le commerce» et, pour ce faire, il propose, entre autres moyens, l'amélioration et la multiplication des voies de communication. Puis il préconise le développement de l'instruction, celle-ci constituant «un des facteurs les plus efficaces pour assurer la prospérité d'un État». Enfin, Gouin traite longuement de l'industrie: «nous voulons multiplier, sur le territoire de notre province, le nombre de ces centres industriels qui répandent le progrès et la richesse. C'est vers ce but que nous dirigeons nos efforts, c'est l'idéal que nous poursuivons et c'est le résultat que nous voulons obtenir.» Les A. soulignent l'importance que Gouin attache à la concurrence mais ils semblent prendre cela pour du volontarisme. Si Gouin nous sert de «vieilles recettes» comme disent les A., ce n'est pas à mon sens celle de l'agriculturisme mais plutôt celle du libéralisme. Mais elle n'était sans doute pas assez relevée de sauce nationaliste au goût des A.

Un dernier exemple de travail rapide et peu rigoureux: le manifeste de la Fédération des unions industrielles du Québec de 1955 est présenté sans que soit située cette centrale dans le mouvement ouvrier québécois; les A. parlent indistinctement des syndicats ouvriers comme s'ils étaient unanimes (2:291). Dans le volume trois, les présentations, plus succinctes, sont aussi moins interprétatives, et c'est heureux.

Enfin un dernier mot sur les commentaires marginaux: ils sont très souvent utiles bien que les informations additionnelles qu'ils fournissent ne soient pas toujours appuyées sur des sources. Cependant, ces commentaires sont parfois oiseux et désobligeants: par exemple: «ouf...» après une envolée quelque peu lyrique; ou encore superficiels: ainsi lorsque Jos. Ainey, candidat à la mairie de Montréal en 1918, évoque le «Grand Montréal de demain», les A. s'empressent de nous signaler une analogie avec le maire Drapeau. Ces commentaires sont à l'occasion erronés ou franchement cocasses comme lorsqu'on nous annonce que le parti ouvrier-progressiste fut le premier, en 1952, à dénoncer l'ingérence

américaine au Canada. Lorsque les A. se sentent obligés de nous définir des mots comme népotisme, ploutocratie, diaphane, apostasie, fanfaronnade, etc., cela frise le paternalisme.

En dépit de ces remarques, il demeure que les recueils de D. Latouche et de D. Poliquin-Bourassa constituent un ouvrage intéressant et fort bienvenu. Cette imposante collection de documents ne doit toutefois pas être considérée comme un ensemble représentatif de la pensée politique du Canada français, ainsi que l'indiquent les A. eux-mêmes, mais comme «des témoignages des problèmes que cette pensée politique a rencontrés et des solutions qu'elle a proposées» (1: introduction). C'est ainsi un outil de travail utile mais le lecteur devra conserver, vis-à-vis des A., un peu d'indépendance.

*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal*

FERNANDE ROY